

LE LIVRE



AFRICAIN

	F. B.	N. F.
Congo 1959 - Documents belges et africains publiés par le Centre de Recherche et d'Information Socio-Politiques - 1960	195,—	20,—
Barthélemy de LIGT :		
Pour vaincre sans violence	40,—	4,—
La paix créatrice (2 tomes)	125,—	13,—
Pie REGAMEY O.P. :		
Non-violence et conscience chrétienne	86,—	7,—
Jacques LE JEUNE :		
Je ne tuerai pas	90,—	9,—
Revue « COEXISTENCE » (un an)	80,—	8,—
Thomas R. KANZA :		
Propos d'un Congolais naif	25,—	3,—
Le Congo à la veille de son indépendance - 1959	25,—	3,—
Tât ou Tard (Ato Ndele)	50,—	5,—
Jules CHOME :		
La Passion de Simon Kimbangu	75,—	8,—
Le Drame de Luluabourg	30,—	3,—
Sékou TOURE :		
La Guinée et l'Émancipation africaine. L'action politique du Parti démocratique de Guinée	123,—	10,—
Cheikh Anta DIOP :		
L'unité culturelle de l'Afrique Noire	123,—	10,—
Philippe DEGRAENE :		
Le Panafricanisme. Collection « Que sals-je ? » ... Gunnar MYRDAL :	28,—	2,—
Théorie économique et pays sous-développés (traduction de l'anglais)	105,—	8,50
K. M. PANIKKAR :		
Problèmes des États nouveaux	74,—	5,60
Pierre HOUART :		
L'attitude de l'Église dans la guerre d'Algérie (1954-1960)	81,—	8,50

Ces livres sont en vente au C. C. P. 312.73

« LE LIVRE AFRICAIN », 220, rue Belliard, BRUXELLES 4
ou au C. C. P. 10.694 - 80 Paris de J. TINEL.

JEAN VAN LIERDE

La révolution non-violente au Congo



LE LIVRE



AFRICAIN

*LA REVOLUTION
NON-VIOLENTE
AU CONGO*

Jean Van Lierde
Rue Du Loup 39
1170 Bruxelles

D U M E M E A U T E U R :

POURQUOI JE REFUSE D'ETRE SOLDAT

(Epuisé)

Editions
de l'Internationale des Résistants à la Guerre

SIX MOIS DANS L'ENFER D'UNE MINE BELGE

(Le BOIS DU CAZIER à Marcinelle avant la catastrophe)

(Epuisé)

Editions des Jeunes Gardes Socialistes

'ANNEE 1959 fut étonnamment fertile en Afrique noire, mais au Congo Belge toutes les prévisions des hommes politiques furent pulvérisées par la remarquable combativité non-violente des masses et des leaders noirs. Je voudrais tenter ici de rassembler les éléments les plus déterminants de cette accélération du processus d'affranchissement des colonisés et conjointement de montrer combien la stratégie non-violente déployée par les partis nationalistes a contraint l'administration coloniale et le Parlement belge à modifier radicalement le timing vers l'indépendance et le contenu de la déclaration gouvernementale du 13 janvier 1959.

De plus, grâce à l'action simultanée que nous menions en Belgique avec toute la gauche anti-colonialiste, nous avons fait avorter totalement en 1959 les scandaleux projets d'envoi de miliciens du contingent en Afrique. Les derniers mois ont illustré d'une manière parfaite la prodigieuse efficacité de la thèse que nous défendions ici depuis des années et nos lecteurs nous permettront de nous réjouir publiquement de cette action, car il n'est guère courant, hélas ! — de voir, dans les dernières années, de petites équipes révolutionnaires réussir à bloquer les plans réactionnaires des groupes de pression financiers ou politiques, qui bénéficient d'immenses moyens pour mettre à profit leurs desseins. Et, pour nous, à Coexistence, la joie militante était d'autant plus grande que c'est effectivement grâce à une action collective non-violente de type gandhiste que nos camarades noirs ont, en 1959, acculé les Pouvoirs à la négociation authentique mettant fin à l'ère des monologues imposés et des réformes octroyées. Et Dieu sait pourtant si tous ces « meneurs » et ces « agitateurs » aujourd'hui interlocuteurs valables étaient, hier, pour l'ensemble de la presse et des chantages de la civilisation belge « d'odieux pro-

vocateurs » bannis par les « braves nègres » fidèles à notre credo paternaliste et à la dynastie.

Les élections de décembre ont arraché les dernières illusions de l'opinion conservatrice qui s'est avisée subitement, sous l'avalanche des faits, de reconnaître que la lucidité politique lui avait fait totalement défaut, et que seuls les « bradeurs d'empire » avaient porté un juste diagnostic sur les événements.

L'administration avait tout fait cependant pour « enlever » ces élections pseudo-démocratiques. Au dernier moment, elle baptisait à Coquilhatville la naissance du Parti National du Progrès (P.N.P.) qui devait rassembler tous les partis « non extrémistes » et constituer l'ossature « modérée » du nationalisme congolais. Le P.N.P. se trouvait instantanément pourvu des millions de francs nécessaires à l'organisation de sa propagande et de ses Congrès, il collectait dans ses filets quelques noms les plus représentatifs de la « collaboration » belgo-congolaise et quelques agents patentés des grosses sociétés. La presse métropolitaine abusée titrait sur plusieurs colonnes, pensant avoir enfin trouvé des interlocuteurs faciles qui mettraient un terme au radicalisme de l'Abako, du M.N.C., du P.S.A., du M.S.M., du C.E.R.E.A. ou du Parti du Peuple. Elle allait vite déchanter.

Pour comprendre l'apparent imbroglio de la situation à la veille des élections de décembre, il faut retourner dans le passé récent.

ROLE CATALYSEUR DES PARTIS NATIONALISTES.

En décembre 1958, pour la première fois, trois leaders congolais assistaient à un Congrès pan-africain, celui d'Accra. C'étaient nos amis Lumumba, Diomi et Ngalula. Ils en ramenaient, notamment, les consignes d'action non-violente qui sont celles de tous les peuples d'Afrique noire en marche vers l'Indépendance. Il n'est pas indécrot de rappeler que dès août 1958 nous avions été les promoteurs de cette participation de Congolais à ce congrès pour la lutte anti-impérialiste au plan international (1).

Puis le 4 janvier, ce fut l'explosion d'une émeute qui symbolisait l'immense impatience des déshérités à voir reconnaître leur dignité bafouée. Le vieil édifice colonial subissait cette fois une morsure définitive.

Ebranlées, les autorités cherchaient des victimes, emprisonnaient des leaders, interdisaient l'Abako, espérant faire croire ainsi que l'abcès était cautérisé et que les responsables seraient vommés par la masse. Classique duperie des gouvernants qui trans-

férent sur les victimes l'illustration répressive de leur propre incapacité à entendre les appels à la justice qu'elles traduisent. Et le 13 janvier, le Roi et le Gouvernement déclarent solennellement que le Congo va vers l'Indépendance, que la Belgique va lui « octroyer » les institutions et les outils qui permettront cette émancipation.

L'accueil à cet instant est favorable, l'union sacrée se fait en Belgique sur cette base, les partis congolais répondent positivement, mais en exigeant la mise en œuvre immédiate de ce programme. Deux mois suffisent à prouver que le monde colonial n'est pas mûr, qu'il sabote les plans de Bruxelles. Se dessinent alors les « grandes manœuvres » entre les partis autochtones ouvertement nationalistes qui ne dirigent pas la mise à l'ombre de l'Abako et les collaborateurs qui profitent de cet état, appuyés par les colons et les forces conservatrices. Le Ministre Van Hemelryck sentant le danger libère, le 14 mars, les leaders de l'Abako et les emmène à Bruxelles.

C'est un coup d'éclat qui suscite des commentaires passionnés, mais qui ouvrira une nouvelle période d'affrontements entre progressistes et rétrogrades. Les leaders des autres partis défilent à Bruxelles, les uns pour appuyer Kasavubu, les autres pour nier sa représentativité. Nous organisons alors, avec la gauche socialiste et chrétienne de nombreux meetings, avec P. Lumumba notamment pour secouer l'opinion métropolitaine et la mettre en garde contre le piètement des pouvoirs.

Devant la carence de ceux-ci l'Abako reconstituée proclame alors sa volonté de ne pas attendre que les autres provinces soient « prêtes » pour l'indépendance, et, par le biais de la proposition de la création de la République du Kongo Central, dès janvier 1960, elles ouvrent la campagne pour le fédéralisme, rompant ainsi avec la déclaration gouvernementale défendant la thèse unitaire. Même le Ministre Van Hemelryck, jusqu'ici audacieux, en appelle alors à la « fermeté » contre ce qu'il croit être du séparatisme, et s'isole ainsi provisoirement des noirs qui le faisaient acclamer jusque là, alors que les colons lui lançaient des tomates. Il ne retrouve son audience que bien après, lorsqu'il démissionne du gouvernement parce que celui-ci ne veut pas accélérer le timing.

Cette proclamation fédéraliste de l'Abako (1), en marquant une

(1) La thèse fédéraliste a fertilisé l'évolution de la décolonisation, mais elle ne mettait pas en question l'unitarisme politique de la revendication nationaliste. A présent, d'ailleurs, le courant unitaire a reçu l'aval de tous à la Table Ronde, du fait d'une décentralisation du pouvoir, décidée au stade provincial, ce qui rencontraient le vœu des fédéralistes. Cette formule de médiation devait inévitablement être la résultante des courants.

(1) *Corexistence*, n° 64 - janvier-février 1959 : L'Afrique indépendante (épuisé).

rupture radicale avec les projets officiels, allait cependant peser de plus en plus dans la réalité pour finir par rallier la quasi totalité de l'opinion noire, et une grosse partie de l'opinion européenne. Dès ce moment, l'Abako développait dans la province de Léopoldville l'arme non-violente spectaculaire de la non-coopération. Avec le M.N.C. et d'autres, elle confirmait son refus de participer aux élections de décembre pour les communes et les territoires, estimant à juste titre qu'elles n'étaient pas démocratiques et n'étaient qu'une caricature de l'expression populaire, du fait du sabotage permanent exercé par le monde colonial contre les militants nationalistes.

NON-COOPERATION.

Le gouverneur général et la Sûreté étaient impuissants à enrayer cette massive non-coopération des indigènes qui boycottèrent les colloques officiels, les cérémonies coloniales, qui refusèrent de payer l'impôt et constituaient une administration paralèle qui, des centres extra-coutumiers aux moindres villages de brousse, rendait totalement inopérante la présence des fonctionnaires belges.

Le peuple Bakongo organisait lui-même l'administration de ses affaires, délivrait ses propres cartes d'identité à tous ses citoyens. Même les tribunaux étaient boycottés ; y compris dans le Kwango-Kwilo, et les leaders donnaient ordre aux inculpés d'arranger leurs querelles devant les tribunaux indigènes qui exigeaient la réconciliation ou la réparation des délits. Tout cela se faisait sous le nez des administrateurs impuissants, montrant ainsi la parfaite cohésion des autochtones qui ne déclaraient même plus les nuisances !

Pour réprimer cette campagne, la Force Publique avait déjà tenté auparavant de contraindre les habitants par la force au paiement de l'impôt, et j'ai dénoncé dans l'hebdomadaire socialiste « La Gauche » les méthodes scandaleuses des militaires dans le district des Cataractes, par exemple. L'Etat-Major s'acharnait à nous faire croire que la non-violence des noirs n'était qu'une astuce et qu'il fallait accroître les forces de l'ordre pour mater ces graines de fellagas. Par ailleurs, les colons modernisaient le corps des volontaires européens, toutes les armes étaient vendues. On entraît dans un processus tragique que nous dénonçons depuis des mois, et qui consistait à pousser au paroxysme l'angoisse des européens, en leur faisant croire que la non-violence des noirs devait être matée par les armes avant qu'elle se trans-forme en terrorisme !

Et cette méthode cynique s'illustrait encore lorsque l'Abako

décidait, fin septembre, de boycotter l'enseignement européen et de créer ses propres écoles. Aussitôt la grande presse y vit l'exemple de Jomo Kenyatta et des Mau-Mau ! C'était de la provocation, et il faut admirer la sagesse des leaders abakistes d'avoir pu y résister pacifiquement.

REFUS DE L'ENVOI DES MILICIENS AU CONGO.

Mais entretemps l'alerte était donnée en métropole et le gouvernement envisageait, sur la base d'un avis du Conseil d'Etat, d'interpréter l'article 1^{er} de la Constitution Belge — qui interdit l'envoi de soldats non-volontaires au Congo — dans un sens diamétralement opposé au texte. Le moment décisif que nous annonçons depuis des années (quand personne ne voulait y penser, sauf les militaires du Congo qui déjà comparaient avec l'Algérie) était arrivé. L'opinion belge allait-elle permettre l'envoi du contingent pour appuyer les para-commandos des bases d'Afrique dans une répression sanglante ? Heureusement, la gauche n'avait pas crié dans le désert, le P. S. B. n'était pas la S.F.I.O. et la F. G. T. B. n'était pas la C. G. T. De plus, les démocrates-chrétiens belges n'étaient pas non plus les disciples d'un Bidault. Une vague populaire énorme déclencha aussitôt une opposition radicale à ce projet. Le parti socialiste, les chrétiens progressistes, les communistes, les organisations syndicales socialistes, les étudiants se coalisèrent, annonçant la greve générale et le refus collectif de laisser partir les soldats au Congo. « Pas un sou, pas un homme pour une guerre coloniale », nos slogans subitement étaient repris dans d'innombrables ordres du jour. C'était la consécration de l'action conjointe que nous propositions toujours entre les colonisés et les métropolitains opposés à la guerre. Immédiatement, le gouvernement recula. Mais il ne s'agissait pas pour autant de cesser notre vigilance, car des camarades dans les casernes nous faisaient savoir que les officiers cherchaient encore des hommes « pour achever volontairement leur service sous les tropiques », essayant par ce biais de détourner l'échec sur la modification de la Constitution. Des affiches significatives pour ce recrutement étaient arrachées par les soldats, à la grande fureur des officiers.

LA STRATEGIE NON-VIOLENTE.

L'outil révolutionnaire de la non-coopération gandhiste unissait noirs et blancs dans un effort commun contre les maniaques de la violence. Dès lors, les autorités devaient tenir compte de la situation nouvelle du rapport des forces. C'était très important, car si la Belgique, au nom d'un égoïsme étroit, persistait

dans son refus de reconnaître la rébellion non-violente des noirs en ayant recours à une répression préventive à l'algérienne, les masses désespérées auraient sans doute provoqué des explosions de violence symétrique. C'est donc que leur non-violence n'est point doctrinale ? En effet, sauf pour quelques leaders, et cette distinction est capitale, leur non-violence collective est ici une stratégie correspondant à la fois au comportement bantou et à l'estimation rationnelle des faits. Le Congo n'a pas encore un Gandhi, à la fois grand spirituel et philosophe, doublé d'un leader « supra-ethnique » incontesté ; un Krumah, ni un Sekou Touré. Il avait un grand prophète non-violent : Simon Kimbangu, mais il est mort en prison en 1951, après 30 ans de relégation... Ils sont donc des non-violents empiriques, pragmatiques et non des idéologues. Il serait donc possible sous la pression des événements, de voir s'inscrire dans leur comportement, un transfert de telle nature que la non violence vienne au second plan. D'où la fragilité de nos espérances en fonction de certaines attitudes colonialistes qui, par la provocation et la répression, jetteraient les masses noires dans une réplique analogue. C'est pourquoi nous devons avec acharnement dénoncer la complicité multi-séculaire des occidentaux (y compris les chrétiens) avec la violence et la guerre. Sans quoi, comment expliquer aux camarades noirs la supériorité de la non violence sur le terrorisme ? Celui-ci n'étant que l'image fidèle des moyens criminels enseignés par l'occident militarisé et décadent.

EMPRISONNEMENT DES LEADERS.

Le mois d'août avait apporté un autre élément capital dans la situation. C'était l'arrestation de notre ami Albert Kalonji, président du M.N.C.-Kasaï (devenu Président National), relégué avec les dirigeants du Mouvement Solidaire Muluba (M.S.M.) parce qu'ils avaient dénoncé un rapport d'administration qui présentait, pour eux, une provocation au conflit entre les Lulua et les Baluba du Kasaï. Ces gestes malencontreux de l'Administration furent cause des nombreux morts à Luluabourg et une campagne formidable s'ensuivit pour exiger la libération de Kalonji, membre du Conseil de Législation et tribunal du M.N.C.

Tous les colloques de l'Administration furent, de fait, boycottés, par exemple. Et lorsque des milliers de noirs, derrière J. Ngalula, se sentaient menacés par le tir et les balonnettes des soldats, lorsqu'ils se rendaient chez le gouverneur de Province, à Luluabourg, ils eurent comme les indiens du Parti du Congrès face aux pelotons britanniques, la force d'âme et le cran d'avancer les mains en l'air et poitrines découvertes, dans un irrésistible

mouvement de dignité grandiose. Et, une fois de plus, Kalonji accusé d'être un agitateur irresponsable, fut cependant libéré et presque aussitôt désigné comme un « modéré » parce que, sous certaines conditions précises, (dont une Table Ronde préalable à Bruxelles) il acceptait d'aller aux élections en décembre !

Cette affaire de la Table Ronde allait constituer à son tour un élément à la fois redoutable et significatif dans le domaine des négociations entre le Gouvernement belge et les leaders africains. La grande habileté politique de Kasavubu, Président de l'Abako, fut de créer à ce moment un vaste cartel avec le M.N.C.-Kalonji (1), le Parti Solidaire Africain (P.S.A.), l'Abazi, la F.G.C. et ensuite le Parti du Peuple (P.P.) pour venir discuter à Bruxelles des conditions de participation aux élections.

Ce revirement spectaculaire vis-à-vis des consignes de non-coopération était, en fait, un nouveau geste d'apaisement accompli par les Africains radicaux, pour faire comprendre au Gouvernement belge que les élections communales étaient faussées, et que l'avenir du Congo ne pouvait dépendre que d'engagements pris avec des leaders élus au suffrage universel pour des assemblées législatives, seules capables d'élire un gouvernement congolais représentatif. Ceci était un élément primordial de la « course au sommet » et la négation de toute tentative réactionnaire voulant « désigner » un gouvernement provisoire aux mains de l'administration.

Entretemps, à l'issue du Congrès M.N.C. de Stanleyville, notre ami Patrice Lumumba était à son tour emprisonné et accusé par la même presse d'avoir provoqué des tueries à Stan. Son procès a eu lieu le 20 janvier, il a été condamné à six mois de prison et transféré aussitôt à Jadotville. Mais, une fois encore, c'est la Force Publique que nous rendons responsable des troubles, car si le mandat d'arrêt de Lumumba n'eut pas été lancé, il n'y aurait pas eu de conflit. Et dans une lettre récente de sa prison, Lumumba nous répétait encore combien il restait fidèle à l'action non-violente qu'il avait mise en lumière à Stan en déclenchant la désobéissance civile si les objectifs des noirs n'étaient pas respectés. Et fin janvier 1960, c'est unanimement que les noirs exigeaient sa libération et sa participation à la Table Ronde, y compris ceux du P.N.P. et de l'Assoreco. Il fut libéré aussitôt.

(1) Le M. N. C. a subi en 1959 une scission extrêmement grave entre ses deux ailes dirigées par Kalonji et Lumumba. Mais la réunification est en bonne voie et nous la souhaitons proche. Tandis que l'attitude de Kasavubu à la T. R. fut pour le moins singulière et peu démocratique. Elle risque d'engendrer de sinistres explosions...

LA REVELATION D'UNE INJUSTICE.

Mais en novembre 1959, nous entreprenions, avec les Amis de Présence Africaine, une autre action qui allait avoir des rebondissements ultra-rapides. C'était l'édition de l'ouvrage de Jules Chomé, intitulé « La Passion de Simon Kimbangu ». Nous renonçons ici à décrire les péripéties qui entourèrent le lancement de ce livre, assez dur pour les autorités coloniales et certains missionnaires qui, en 1921, s'acharnèrent à faire condamner le prophète noir et dans les années suivantes poursuivirent systématiquement des milliers de kimbanguistes dont la plupart furent relégués. Écrit par un athée, ce livre voulait réhabiliter ce chrétien non-violent sur lequel la presse fit silence jusqu'ici. Il nous appartenait de déchirer ce voile, malgré les pressions multiples venant de milieux déterminés. Et lorsque l'on sut avec certitude que notre détermination était prise de l'éditer et de le diffuser, aussitôt l'appareil administratif des autorités se mit en branle pour parer le choc. Fin novembre il était publié, et le 24 décembre, par arrêté n° 2211/846, le gouverneur de la Province de Léopoldville levait l'interdiction qui frappait, depuis 30 ans, le mouvement religieux kimbanguiste.

Nous pouvons être fiers, malgré les critiques, de cette victoire de la justice et de la vérité. Nous aurons contribué à la démocratisation du Congo, et non du tout comme certains le pensaient à l'excitation. De plus, comme chrétiens nous assumions une tâche ardue mais salutaire, en nous désolidarisant d'une certaine forme d'impérialisme spirituel et, comme socialistes, nous faisions enfin entendre une voix que la gauche métropolitaine elle-même n'avait pas encore émise.

PRELIMINAIRES DE LA TABLE RONDE.

Mais voici qu'arrivaient début décembre, à Bruxelles, pour l'ultime négociation avant les élections, les leaders du cartel : Kasavubu, Nzeza-Landu, Kamitatu, Kimbimbi, Gizenga, Kalondji, Adoula, Nguvulu, etc.

Dès leur arrivée, ils bousculèrent la suave naïveté des autorités et de l'opinion conservatrice qui s'imaginaient déjà avoir devant eux des pécheurs repentis.

L'atmosphère était tendue. A Léo, le P.N.P. tissait ses rêves de victoire électorale et créait une ambiance d'euphorie chez les colons. Il avait refusé la Table Ronde et voulait les élections, le Cartel refusait les élections mais venait à la Table Ronde. Nous étions en plein paradoxe, mais tout était limpidité cependant pour les observateurs attentifs... et désintéressés. Par ailleurs, l'aile

de l'Abako lançait un appel à Kasavubu lui enjoignant de rester fidèle au parti. Le Cartel resta intrançais sur ses positions. Le gouvernement ne voulant rien lâcher, les leaders refusèrent d'aller aux élections.

La situation était d'une gravité exceptionnelle. Tous les échos venant du Congo faisaient état d'une nervosité permanente, les troupes et les blindés circulaient aux endroits névralgiques. Le 20 décembre électoral serait-il un nouveau 4 janvier ? Comme les leaders du cartel nous avions conscience qu'il fallait à tout prix maintenir la stratégie non violente quoi qu'il en coûte, que c'était une arme supérieure à n'importe quelle autre et qu'elle était, en définitive, la dernière chance qu'on laissait à la Belgique de laisser le Congo accéder à l'indépendance pacifiquement et rapidement. Mais il fallait aussi lui en donner les moyens, par nous métropolitains non-violents, conscients du pari de l'alternative.

Et ici, nous devons admettre que le Ministre De Schryver a senti l'enjeu du moment. Alors même que les leaders étaient dans l'avion du retour vers Léo, le Ministre à la Chambre présentait la politique accélérée qu'il refusait quelques jours avant au Cartel ! Mis en face de la situation, il reconnaissait la nécessité de refaire une vraie Table Ronde après les élections, avec les élus et les non élus, et proposait des élections législatives au suffrage universel pour mars-avril et la constitution du gouvernement congolais. Pourquoi faut-il donc toujours qu'on reconnaisse en retard la rationalité de propositions qu'on estime invariablement inacceptables au début parce qu'elles viennent « d'extrémistes » ? Alors que tout démontre qu'en définitive ces extrémistes sont des sages et que la non-violence qui les anime leur donne lucidement barre sur les prostrés et les attentistes ? Pour appuyer sa volte-face, le Ministre s'embarque à son tour, mais avec le Roi, pour solenniser le nouveau voyage au Congo. Il devait effacer l'échec de son colloque de fin novembre où personne ne vint !

LES SUCCES ELECTORAUX.

Pendant ce temps, les élections se déroulaient calmement. L'Abako publiait de gros titres dans ses journaux **Notre Kongo et Kongo Dielo**, intimant aux masses l'ordre de boycotter dans la non violence absolue et « le sacrifice de soi à l'égard de l'adversaire », un autre « Dans le calme et la non-violence nous soulevons à la mitrailleuse », puis encore « L'Abako bravant tous réflexes de peur, a lancé le cri d'alarme et demeure à la pointe du combat non violent pour libérer le Kongo des griffes de la Société Générale et de ses défenseurs fidèles ». Chaque semaine, elle publiait sa « profession de foi politique » et c'était chaque fois une page percutante et remarquable de Gandhi, lors de ses gran-

des luttes contre l'impérialisme anglais. Même l'aile dure, avec Daniel Kanza affirmait : « la lutte doit se poursuivre dans la non-violence pour l'empêcher sur le colonialisme qui fait, en Afrique Centrale, la honte de la Belgique ». Les leaders clamèrent : « Laissez voter tranquillement ceux qui veulent voter. Et abstenez-vous de même dans le calme et la prière ». Par ailleurs, l'hebdomadaire Congo (interdit en 1957 et reparaisant depuis le 21-9-1959) publiait un feuillet illustré sur « l'apôtre de la non violence » et consacrait toute sa première page à Gandhi. On avait vu le même appel lancé par le militant socialiste Adoula (F.G.T.B.C.) au Congrès M.N.C. d'Elisabethville, un autre encore de Lumumba au Congrès de Stan et le P.U.C., l'Interfédérale, l'Union Congolaise, le P.D.C., le P.T.C. et les autres s'alignaient sur cette doctrine pragmatique de la non violence (1).

Bref, quand les résultats furent proclamés dans la province de Léo (3.200.000 habitants, la plus peuplée des six), l'Abako-P.S.A. enlevait 75 % des voix..., celles des abstentionnistes. Les sept bourgeois abakistes avaient délibérément sacrifié leur siège, mais la victoire était sensationnelle, confirmant nos prévisions et infligeant à l'administration une leçon singulière. Tout s'était passé dans un calme absolu, les militaires eux-mêmes étaient sidérés de ce silence insolite qui régnait dans la Cité indigène de 350.000 habitants.

Quant à la province orientale, le M.N.C. de Lumumba s'était subitement rallié aux élections pour faire pièce aux « collaborateurs » et là encore Patrice Lumumba enlevait de 90 à 95 % des voix à Stanleyville, alors qu'il se trouvait en prison. Et quand le Roi débarqua à Stan, des milliers de noirs l'accueillirent en criant : « libérez Lumumba ». Inutile de décrire la tête des colons, des fonctionnaires, des personnalités empanachées et des journalistes de droite lorsqu'ils virent ce stupide décorum colonial bousculé par les masses M.N.C. ! Et au Kasai, même succès pour les Baluba du M.N.C. Bref, ces élections ont montré où étaient les vrais interlocuteurs, il n'y a plus moyen de finasser avec les réalités. Bientôt le Congo accèdera à l'indépendance, ayant battu tous les timing sans cesse raccourcis des politiciens belges ébahis. Le Congrès de Kisantu, en fin décembre, incarnait toutes les données de cette situation nouvelle et voyait les partis tracer l'avenir sur des bases fermes, y compris l'aspect économique grâce à l'apport des socialistes du P. P.

(1) Un autre exemple d'application non-violente dans le domaine syndical fut la première grande grève légale des 24.000 travailleurs de l'OTRACO, organisée en octobre par la C.S.C.C., dont le succès fut remarquable ; tous les transports furent paralysés et les grévistes obtinrent gain de cause.

Dans cette année 1959, fertile en incidents, pas un seul des 90.000 blancs ne perdit la vie dans tout le Congo où il y 13 millions de noirs, et ceci malgré les provocations de quelques colons et la présence inopportune des paras européens aux bases de Kitona, Kamina et ailleurs.

Nous soutenons les noirs qui réclament le départ de ces troupes, comme nous avons condamné la répression soviétique à Budapest et demandé le retrait des troupes russes de Hongrie et condamné l'opération de Suez ; car les bases métropolitaines font partie de l'OTAN. A ce titre, elles sont des points d'attache dans la stratégie impérialiste du monde atlantique et nous savons assez que les militaires n'ont jamais été pour la décolonisation, mais ont toujours cherché à Suez, en Indochine, en Algérie ou ailleurs, le moyen de se glorifier sur les cadavres des colonisés. Et la revue officielle de la Force Publique au Congo n'a que louanges pour ces épéopées barbares.

Et lorsque nos chers civilisés occidentaux viennent nous dire, après les centaines de morts de Luluabourg, de Léo ou de Stan que « ces nègres s'entretuent pour des huines tribales » (ce qui est, hélas ! parfois vrai), nous leur demanderons de regarder en toute humilité le spectacle de l'Europe depuis 1914 ! La dernière guerre « n'a fait que » 35 millions de morts, ce n'est pas l'Abako qui a inventé les camps de concentration, ni le M.N.C. les procès staliniens à l'Est, ni le P.S.A. le fascisme, ni Kalonji le colonialisme. Et ce ne sont pas des universitaires noirs qui ont fabriqué la bombe atomique d'Hiroshima, ni inventé la magnéto et les tortures dont la France chrétienne aujourd'hui s'honore patriotiquement dans le Maghreb, au nom des valeurs supérieures. L'occident vit dans une horrible imposture en prétendant donner des leçons d'humanisme au monde noir. Et le peuple congolais en 1959 a témoigné par sa lutte non violente d'une intrepidité et d'une foi que les cerveaux militarisés des occidentaux sont incapables d'admirer, tant ils ont été ravalés par les dieux de la guerre et de la violence ; que ces cerveaux soient chrétiens, socialistes ou communistes, nous pensons que l'exemple des noirs a pour eux tous une profonde signification.

L'ENJEU ET L'IMPORTANCE DE LA TABLE RONDE.

Puisse 1960 voir l'apothéose de cette lutte pacifique. L'actuelle Table Ronde est déterminante à cet égard. Ici encore, la stratégie des noirs a surpris les européens, car au moment même où la conférence s'ouvrait, naissait le Front Commun de tous les partis congolais, solidaires cette fois dans la revendication de l'indépendance immédiate. Au Palais des Congrès, devant le parterre

des ministres et des parlementaires belges étonnés, l'on vit soudainement s'effondrer les calculs machinéliques des groupes de pression qui cherchaient à « diviser pour régner », et se constituer l'unité tactique des colonisés. La Conakat et le P.N.P., dont nous parlions plus haut en termes critiques, s'alignaient sur les positions du Cartel des radicaux, concrétisant ainsi les prévisions que nous faisons à certains « experts » gouvernementaux qui les estimaient alors « stupides ! ». Mais n'ayons pas d'illusions cependant sur la pérennité de ce front soumis à d'innombrables pressions de classes ou d'éthnies ?

Cette Table Ronde est devenue en février 1960 à ce point décisive que tout le Parlement belge s'est engagé à entériner les résolutions qui y seront prises. Ce qui signifie que le Congo sera indépendant le 30 juin 1960. Qu'un gouvernement noir et des institutions démocratiques seront en place rapidement. La négociation égalitaire au sommet était le couronnement symbolique et efficace de la lutte non-violente des masses. Quoiqu'il arrive cela restera dans l'histoire et nous pouvons, noirs et blancs, nous réjouir d'avoir contribué passionnément à cette révolution rapide et audacieuse, même si de perfides manœuvres de coulisses jouent actuellement, cherchant à pourrir la situation, tant à Bruxelles qu'au Congo. Des violences pourraient en surgir demain, engendrant alors un autocratisme despotique.

Maintenant, à partir de cette immense liberté conquise, tout reste à faire pour bâtir cette indépendance du Congo. Mettre fin aux querelles ethniques qui — au Kasai, par exemple — ont surgi sous la volonté de l'administration provinciale ; planifier l'économie présentement aux mains des trusts et des holdings ; généraliser l'enseignement primaire et secondaire et provoquer l'accélération d'une formation technique supérieure pour des milliers de cadres autochtones ; résoudre l'épineux problème foncier ; développer le syndicalisme ; édifier l'infrastructure juridique du nouvel Etat fédéral sollicité par des forces séparatistes concrètes liées au paternalisme raciste et au colonat du Kivu et du Katanga, ce qui implique nécessairement un Congo économiquement et politiquement unitaire pour les combattre ; situer celui-ci dans le courant panafricainiste ; réussir la « récupération » volontaire et indispensable d'un maximum de techniciens blancs, désormais acquis à jouer franc-jeu au service du peuple congolais, en excluant les autres, etc.

Bref, nos camarades noirs, demain ministres et responsables, auront un travail énorme à réaliser et il appartiendra plus que jamais aux européens anticolonialistes de les aider à faire de leur pays un régime socialiste et personneliste qui alliera la liberté politique à la justice économique-sociale.



Achetez
vos livres et disques
africains
au LIVRE AFRICAIN



Centro
International :
220, rue
Belliard,
BRUXELLES 4
Tél. 34.53.40

Tiré à part de la revue

« COEXISTENCE »

n° 68-69 - Février 1960.

39, rue du Lorient, BRUXELLES 17.